



Bagnolet, le 7 janvier 2013

Madame Marylise LEBRANCHU  
Ministre de la Réforme de l'Etat,  
de la Décentralisation  
et de la Fonction publique  
80, rue de Lille  
75007 PARIS

Madame la Ministre,

En ce début d'année, l'UNSA Fonction publique forme le vœu que 2013 apporte, rapidement, des premières réponses significatives aux attentes des agents publics et qu'elle permette de définir des perspectives concrètes pour la période suivante.

Il n'est pas pour nous question d'ignorer la crise, ses effets et combien elle pèse sur notre pays. L'assèchement des finances publiques affaiblit les amortisseurs sociaux qui ont permis à notre pays de mieux y résister mais ils sont aujourd'hui menacés.

La Révision Générale des Politiques Publiques a taillé de façon indifférenciée et affaibli considérablement le Service public. Elle a engendré un mal être et une souffrance au travail pour de trop nombreux collègues. Le président de la République a dit vouloir rompre avec cette logique en mettant l'accent sur une stabilisation globale de l'emploi public. Elle conduit néanmoins à des suppressions importantes d'emplois de fonctionnaires ou au non-renouvellement de contrats d'agents non titulaires. Des territoires, déjà touchés par la crise économique de plein fouet, sont aujourd'hui fragilisés. Avec la baisse continue de l'emploi public, ils risquent de subir « une deuxième crise de l'emploi ».

Les agents publics sont des citoyens qui, comme les autres, sont touchés dans leur pouvoir d'achat par l'évolution des prix et l'augmentation des prélèvements. Le blocage de leurs salaires pour la troisième année consécutive est donc vécu comme une injustice. Elle l'est tout particulièrement pour ceux, et plus souvent celles, qui ont les revenus les plus modestes : les agents de catégorie C. Qui plus est, ils n'ont quasiment pas de réel déroulement de carrière pendant près de vingt ans après leur recrutement.

Enfin, la journée de carence qui a été imposée au détour d'une loi de finances et sous des prétextes parfois fallacieux, pèse un peu plus sur le budget des agents les plus modestes. Or, contrairement au secteur privé où elle est souvent prise en charge par des accords de branche ou d'entreprise, aucun dispositif analogue n'existe pour les trois versants de la Fonction publique.

Sept mois se sont écoulés depuis l'installation du gouvernement. L'UNSA Fonction publique se satisfait qu'ils aient permis de faire les bilans nécessaires sur la base d'un dialogue social de qualité. Il est temps, aujourd'hui de répondre à l'impatience des personnels.

Pour l'UNSA Fonction publique, des décisions rapides doivent être prises concernant les agents de catégorie C dont nous avons fait une priorité et le jour de carence. Dans un second temps, elle participera aux négociations sur les rémunérations et les travaux conduisant à la réforme attendue de la grille de la Fonction publique pour ses trois versants (État, territoriale, hospitalière).

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Guy BARBIER  
Secrétaire Général